

AUTOROUTE A63

**CREATION D'UN DEMI-ECHANGEUR RACCORDE
SUR RD918 A ST JEAN DE LUZ
(CHANTACO)**

**CONVENTION DE PARTICIPATION AU FINANCEMENT
POUR L'ETUDE D'OPPORTUNITE
ET DE FAISABILITE TECHNIQUE
ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE –
ADOUR,
LE DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES,
LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-LUZ**

ENTRE :

Le Syndicat des mobilités Pays Basque – Adour, représenté par son Président, Claude OLIVE,

agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 15 décembre 2017

d'une part,

ET

d'autre part,

Le département des Pyrénées – Atlantiques, représenté par son Président, Jean-Jacques LASSERRE,

agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil départemental en date du

La Commune de Saint-Jean-de-Luz, représentée par son Maire,

agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

d'autre part,

IL EST RAPPELÉ PRÉALABLEMENT QUE :

- Par courrier en date du 24 février 2015, le Président de l'Agglomération Sud Pays Basque, maire de Saint-Jean-de-Luz sollicite ASF pour la création de bretelles d'accès entre l'autoroute A63 et la RD918 en reprenant le principe des accès temporaires du chantier d'élargissement afin de fluidifier la traversée de l'agglomération luzienne.
- Par courrier en date du 4 mars 2015, ASF rappelle la procédure en matière d'étude d'échangeur supplémentaire.
- Par courrier en date du 22 avril 2015, le Président du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques exprime son intérêt pour ce type de connexion entre A63 et la vallée de la Nivelle.
- Par courrier du 29 février 2016, le Directeur des infrastructures de Transport demande à ASF de réaliser une étude d'opportunité d'un nouvel accès sans préjuger des suites qui seront données à ce dossier et sous réserve de la mise en place d'une convention de financement entre la collectivité et ASF.
- Par délibération en date du 23 juin 2017, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour dans le cadre de ses nouveaux statuts est légitime au titre de sa compétence mobilités à participer à toutes études d'opportunité et de faisabilité technique de création d'infrastructure.
- Par arrêté préfectoral du 22 août 2017, l'Etat a approuvé la création de ce même Syndicat.

Avec l'accord du Ministre des Transports, il a été convenu de lancer une étude d'opportunité et de faisabilité technique pour la création d'un demi-échangeur raccordant la RD918 à la commune de Saint-Jean-de-Luz. ASF sera Maître d'Ouvrage des études. Le Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour assure l'organisation des comités de suivi et de pilotage de l'étude. La réalisation de l'étude menée par ASF fait l'objet d'une convention de financement entre ASF et le Syndicat des Mobilités. Le département des Pyrénées Atlantiques, la commune de Saint-Jean-de-Luz apportent leur soutien financier au Syndicat des mobilités pour la réalisation de cette étude.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de la Maîtrise d'ouvrage assurée par ASF, la présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation financière du département de Pyrénées-Atlantiques et de la commune de Saint Jean-de-Luz à l'étude menée par ASF sur l'opportunité et la faisabilité technique d'un demi-échangeur orienté au nord entre l'autoroute A63 et la route départementale RD918 en rive droite de la Nivelle dans les Pyrénées Atlantiques sur la commune de Saint-Jean-de-Luz.

ARTICLE 2 – CONSISTANCE DE L'ETUDE

Cette étude vise à étudier l'opportunité et la faisabilité technique d'un tel l'aménagement.

Elle aura pour but d'exposer :

- les enjeux d'aménagement du territoire, les perspectives de création d'emplois et de développement local,
- l'impact du projet sur l'environnement.

Elle devra :

- présenter les principaux avantages et inconvénients du projet au regard des autres solutions envisageables, en particulier au niveau du réseau routier local,

- démontrer que le nouvel aménagement ne compromet pas les fonctionnalités essentielles de l'infrastructure autoroutière existante, en particulier, l'écoulement des usagers en toute sécurité.
- comprendre une estimation du coût de réalisation, d'entretien et d'exploitation compte tenu du trafic escompté.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SYNDICAT DES MOBILITES

Le Syndicat des mobilités s'engage à :

1. Assurer la liaison avec ASF, pour l'ensemble de l'étude.
2. Organiser un comité de suivi qui permettra de suivre l'avancement du projet et apporter des éclairages avant les décisions. Le Comité de suivi du projet aura notamment pour mission :
 - a. d'associer à la conduite du projet les représentants de l'Etat et des collectivités territoriales concernées par la présente convention ;
 - b. de prendre connaissance des résultats des études et des hypothèses ou scénarii du projet en vue d'apporter un éclairage préalable aux décisions sur les orientations ultérieures.
3. Transmettre au département et à la commune de Saint-Jean-de-Luz, le cahier des charges qui lui sera proposé par ASF, pour validation.
4. S'assurer de la prise en compte par ASF des remarques du Département et de la commune de Saint Jean-de-Luz sur le cahier des charges.
5. Associer le Département et la Commune de Saint-Jean-de-Luz à toutes les présentations des résultats des études.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT ET DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE LUZ

Le Département et la ville de Saint-Jean-de-Luz s'engagent à :

1. Assurer la part de financement définie ci-après à l'article 5 et selon les modalités prévues à l'article 6.
2. Participer au comité de suivi et répondre aux sollicitations du Syndicat sur la mise à disposition de documents et l'organisation des réunions.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT

Le coût de l'étude est de 140 000,00 € HT, soit 168 000,00 € TTC.

Le coût à supporter par le Syndicat des mobilités, le département des Pyrénées-Atlantiques et la commune de Saint-Jean-de-Luz est de 105 000 € HT, soit 126 000 € TTC. Cette participation financière est soumise à TVA, au taux en vigueur de 20 %.

Les ASF financeront à hauteur de 35 000 € HT, 42 000 € TTC.

Le financement du coût de l'étude ASF se fera à parts égales entre les partenaires selon la répartition suivante

Partenaires	Montant € TTC
SMPBA	42 000 €
Département Pyrénées Atlantiques	42 000 €
Commune de Saint-Jean-de-Luz	42 000 €
ASF	42 000 €

Elle fera l'objet d'appels de fonds de la part d'ASF au fur et à mesure de l'avancement des études.

ARTICLE 7 – VERSEMENT

Le Syndicat des Mobilités procède auprès des partenaires aux Les versements seront appels de fonds selon l'échéancier suivant :

- 25 % à la signature de la convention,
- 50 % à la fourniture de l'étude de trafic et d'environnement,
- le solde à l'envoi de l'étude d'opportunité à la DIT.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Toute modification de la présente convention après accord des partenaires pourra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord quinze jours après notification de la décision par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 10 – MODALITE DE REGLEMENT

Le comptable assignataire est le trésorier public de Bayonne

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Bayonne

Le 16/01/2018

Pour le Syndicat des mobilités
Pays Basque-Adour,

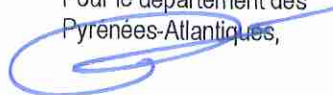


Claude OLIVE

Fait à Pau

Le 29/03/2018

Pour le département des
Pyrenées-Atlantiques,



Jean-Jacques LASSERRE

Fait à Saint Jean de Luz

Le 30 avril 2018

Pour la commune de
Saint-Jean-de-Luz,
Le Maire,

Jean-François RIGOTEN




Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 30/05/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/05/2018